

MOTION DE L'AG SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 93.

Bobigny, le 11/06/2015

Lors de son congrès national, qui s'est déroulé du 16 au 19 juin 2014 à Angers, le syndicat **Solidaires Finances Publiques**, 1^{ere} force syndicale de la DGFIP, a exigée à l'unanimité des délégués, **le retrait du pacte de responsabilité**, plan de 50 milliards de réduction budgétaire sur les services publics et la Sécurité Sociale.

Réunie, aujourd'hui le jeudi 11 juin 2015, en son AG, la section départementale Solidaires Finances Publiques 93 avec ses adhérents tiennent à réaffirmer le mot d'ordre de retrait de ce plan mortifère dont les conséquences frappent très durement la DGFIP en général et la DDFIP 93 en particulier.

Coupes budgétaires, suppressions d'emplois, restructurations de services, les conséquences au quotidien du pacte touchent durement les conditions de travail des personnels. Ceci d'autant plus que le gouvernement Hollande-Valls annonce de nouvelles contres-réformes :

*La **réforme territoriale** et la mise en place du Grand Paris va transférer des services comptables et domaniaux aux préfets conduisant à la mise en place de l'interministérialité avec un transfert de personnel au sein de la fonction publique d'État voire vers la fonction publique territoriale, remettant, ainsi, en cause le statut des agents de la DGFIP.

*la "**charte de la déconcentration**" qui permet aux préfets d'être « *chargés, dans leur circonscription administrative, de la mise en œuvre des mutualisations nécessaires à un meilleur fonctionnement des services déconcentrés* » (art. 13) et lui autorise de « *déroger aux règles fixées par décret* » (art. 16). Les préfets pourront donc réorganiser les services de l'État.

*Mise en place des "**maisons d'États**"

*la "**revue des missions**" qui prévoit le transfert (voire l'abandon des missions) au sein des services de l'État.

*la "**réforme de la retenue à la source**", véritable liquidation des SIP

Il s'agit bel et bien d'une offensive d'ensemble, sans précédent contre l'organisation de la fonction publique et les statuts des agents dépositaires des missions du service public.

**C'est une véritable politique de liquidation du Service Public
qui est à l'œuvre !**

La DDFIP qui est au cœur des services publics est en train d'être disloquée. La Direction Départementale du 93 est en première ligne de cette liquidation avec notamment

la mise en place des Centres de contacts ("call-center" aux conditions de travail inhumaines et dont les collègues se sont mis en grève seulement 26 jours après sa mise en place) **dont nous réaffirmons l'exigence d'abandon totale** et du plan de restructurations rebaptisés *Projet ASR*, (adaptation structure réseaux) visant à faire face aux "suppressions d'emplois passées, présentes et à venir" dicit le DDFIP.

Les personnels de la DDFIP93 qui subissent des suppressions d'emplois (33 suppressions en 2015), des vacances d'emplois(plus d'une centaine de postes C et B manquants durant l'année 2014-2015), connaissent des conditions de travail extrêmement difficiles, qui s'aggravent d'année en année.

Pour rajouter au tableau, la direction applique un vaste plan de fermeture des cantines administratives sur sites.

Aucune reconnaissance salariale ou indemnitaire n'est par ailleurs envisagée pour les personnels, qui en plus d'être les exclus du dispositif ZUS, voient à l'instar de tous les fonctionnaires du pays ,leur point d'indice gelé depuis déjà 5ans!

Face à toutes ses attaques, un seul mot d'ordre : Unité sur les revendications.

Après la journée du **09 avril 2015** où plus d'un quart des agents de la DGFIP étaient en grève pour revendiquer la fin de ces politiques destructrices, l'exigence d'une mobilisation d'ampleur est plus que jamais nécessaire. Maintenant, l'heure est à l'unité syndicale sur les revendications claires, c'est pourquoi **la section syndicale de Solidaires Finances Publiques du 93** avec ses adhérents réunis en AG, invite l'ensemble des organisations syndicales représentatives à venir débattre afin de trouver les modalités d'action pour gagner sur les revendications :

- Abandon de l'expérimentation du centre de contact**
- Retrait du projet ASR, maintien de toutes les missions au sein de la DDFIP 93**
- Annulation des suppressions d'emploi et comblement immédiat de tous les postes vacants**
- Abandon de la démarche stratégique et de la revue des missions.**
- Retrait de la réforme territoriale**
- Retrait du pacte de responsabilité.**